MADAGASCAR RESISTANCE

Pour lire nos documents de référence et la version malgache de nos lettres, consultez notre blog à l'adresse :
http://Madagascar-Resistance.blog4ever.com

Madagascar Résistance

Lettre numéro 15 - juin 2010

Nice : sommet de la vraie rupture avec la politique Françafrique ?

En cette troisième année du mandat de Nicolas Sarkozy, il est peut-être permis d'espérer que la rupture dans la politique africaine de la France, annoncée en 2007, va commencer à se concrétiser après tout.
En effet, la place faite aux délégations anglophones, ainsi que les déclarations lors de la conférence de presse de clôture, peuvent inciter à penser qu'après les dysfonctionnements que nous décrivions dans notre Lettre n°13, le chef de l'Etat français a mis en chantier l'élaboration d'une nouvelle politique française en Afrique. Mais s'il faut saluer « ce renouveau », qualificatif donné par Nicolas Sarkozy à ce sommet de Nice, et sa volonté déclarée publiquement de le mettre en œuvre, **les appuis récents de la France aux putschistes dans plusieurs Etats d'Afrique continentale francophone, ou en cours à Madagascar, doivent inciter à la prudence.** Fidèles à notre engagement de recherche d'objectivité, nous proposons à nos lecteurs les éléments qui nous semblent inciter à croire à un changement effectif et ceux qui justifient un certain pessimisme.

LES ELEMENTS ANNONCIATEURS D'UN CHANGEMENT DE LA POLITIQUE FRANÇAISE

Le premier élément est que Nicolas Sarkozy semble enfin vouloir s'intéresser personnellement à l'Afrique.
En effet, un an avant son élection, il disait encore : *« La France, économiquement, n'a pas besoin de l'Afrique. »* (Nicolas Sarkozy en visite au Mali, Le Figaro, 19 mai 2006).
Ce genre de déclaration a sans doute contribué à le faire voir comme étant peu intéressé par l'Afrique, comme a pu écrire Vincent Hugeux, grand reporter à "L'Express" et spécialiste de l'Afrique : *« Pour Nicolas Sarkozy, l'Afrique est une affaire de flux migratoires, de trafics de drogue, ce n'est absolument pas une priorité pour lui. Le fait qu'il délègue ces affaires à d'autres, comme Claude Guéant, en favorisant le retour d'émissaires qui étaient en perte de vitesse dans la 'Françafrique' chiraquienne est extrêmement éloquent. »*

Le deuxième élément qui devrait pousser la France à élaborer une nouvelle politique en Afrique est la crise qui frappe actuellement l'économie mondiale.
Peut-être est-il plus difficile de faire fi des anciens partenaires quand il est aussi plus difficile d'en trouver d'autres, dans un contexte de crise qui rend les compétitions plus âpres. On peut d'ailleurs se demander si la minimisation de l'apport de l'Afrique dans l'économie française – **thème souvent repris et encore récemment par l'ambassadeur de France à Madagascar, afin de souligner que l'implication de son pays dans la Grande Ile n'était pas motivée par des intérêts économiques** - est sincère, ou si elle ne relève pas plutôt d'une **tactique de communication visant à réduire la portée des critiques sur les fameux réseaux de la Françafrique.** Pour mémoire, nous reprenons ci-après en encadré des données économiques publiées par l'association « Survie ».

« L'Afrique francophone est d'une importance majeure pour les entreprises françaises. En 2003, le solde (bénéfices) du commerce extérieur de la France en Afrique était de 3,2 milliards d'euros, soit l'équivalent du solde avec l'Europe.
En 2002, le nombre de filiales d'entreprises françaises en Afrique s'élevait à 2637, en hausse de 13% par rapport à l'année précédente.
Au Congo Brazzaville et au Gabon, le pétrole enrichit TotalFinaElf, qui affichait, en 2005, un bénéfice record de 12 milliards d'euros.
Au Cameroun, au Congo Brazzaville et au Gabon, le bois fait la fortune de Bolloré (1 milliard de chiffres d'affaires en 2004) et de Rougier.
Meubles en Okoumé, planchers en Azobé, escaliers et portes en Sapelli ou Moabi, toutes ces essences menacées de disparition sont largement utilisées en France, premier importateur européen de bois africain.
Au Mali, l'or est une manne pour la Somadex, une filiale de Bouygues.
Au Niger, l'uranium est exploité par la Cogema, assurant plus de 50% de l'approvisionnement des centrales françaises.
Nous pourrions encore citer le commerce du diamant en Centrafrique, du gaz en Algérie, des phosphates au Togo et au Maroc. Mais également les produits agricoles (café, ananas, cacao, arachide, canne à sucre...) et les services (transport, eau, BTP, télécoms...).
En 2004, Bouygues a réalisé 1,2 milliards de chiffres d'affaires en Afrique.
Enfin, le commerce des armes est très lucratif. Entre 1996 et 2003, les exportations d'armes de la France en Afrique ont représenté 30 milliards d'euros (Dassault, Lagardère...).

En tout état de cause, le président français a manifesté depuis peu un intérêt plus marqué pour ce continent, par le biais de l'Afrique du Sud. Il est vrai que ce géant de l'Afrique australe est non seulement le seul membre africain du G20, mais aussi un bon client potentiel, en particulier pour les matériels militaires. C'est lors d'une visite à Pretoria, voici quelques mois, que Nicolas Sarkozy a évoqué pour la première fois publiquement les changements qu'il souhaitait apporter à la présence militaire de la France dans ses anciennes colonies. Le choix du lieu pour cette déclaration a d'ailleurs provoqué le mécontentement des chefs d'Etats de l'Afrique de l'Ouest qui en étaient les premiers concernés. La forme retenue pour ce sommet de Nice renforce aussi bel et bien cette impression de regain d'intérêt pour l'Afrique de la part de Nicolas Sarkozy et d'une amorce de changement de la politique française. **La principale nouveauté par rapport aux précédents sommets France-Afrique est la place importante donnée aux anglophones, illustrée notamment par une véritable cour faite au président Zuma durant ce sommet.**

LES ELEMENTS QUI INCITENT A LA PRUDENCE

Le premier élément qui incite à la prudence est la **longue tradition de double langage des dirigeants français,** comme le montrent des « petites phrases » qui prennent une portée terrible quand elles viennent de chefs d'Etats ou de hauts responsables gouvernementaux, et des contre exemples encore d'actualité qui démentent les principes.

Ainsi, François Mitterrand qui, au sommet France-Afrique de la Baule, eut le grand mérite d'annoncer le lien qui serait fait entre l'aide française et la démocratie dans le pays aidé – principe honorable même s'il ne fut pas vraiment appliqué partout – fut aussi celui qui a dit : ***« Dans ces pays-là, un génocide ce n'est pas vraiment important ».***

Autre « petite phrase », cette fois de Jacques Chirac : ***« Il faut bien que les dictateurs gagnent les élections, sinon ils n'en feront plus ! »*** (Jacques Chirac, interrogé hors micro sur l'évolution démocratique du continent africain, Le Canard enchaîné, 28/07/1999). Cette phrase qui peut s'apparenter à une boutade, ne fait pas sourire quand on connaît le nombre de dictateurs africains qui doivent à la France d'avoir pu prendre le pouvoir et de s'y maintenir par tous les moyens.

Nicolas Sarkozy, quant à lui, a rappelé lors de ce sommet de Nice que « la démocratie et les droits de l'Homme n'étaient pas des valeurs occidentales, mais des valeurs universelles » et « qu'en Afrique comme ailleurs, le déficit de démocratie et les violations des droits de l'Homme alimentent la violence et l'instabilité ».

Sans doute est-ce le décalage flagrant entre les valeurs et les faits qui a amené le président sud-africain Jacob Zuma à regretter, dans une interview sur France 24 en marge du sommet ***« que la France octroie une forme de reconnaissance aux auteurs de coups d'Etat en Afrique en ayant invité les dirigeants de la Guinée et du Niger »*** et à enfoncer le clou en déclarant : ***« Nous souhaiterions que ces gens n'aient pas cette reconnaissance, parce que s'ils sont reconnus ici pratiquement au même niveau que les autres chefs d'Etat, cela pose un problème pour l'Afrique ».*** Il a ajouté pour faire bonne mesure : ***« Ils ne devraient pas pouvoir entreprendre des coups d'Etat, c'est contre la culture démocratique que nous essayons de promouvoir en Afrique ».***

C'est sans doute aussi pour la même raison qu'il a réitéré avec force lors de la clôture du sommet : ***« On ne peut plus accepter les coups d'Etat. Aucune partie prenante à un coup d'Etat ne pourra avoir notre soutien ».***

Il est d'ailleurs significatif que si certains putschistes d'Afrique francophone ont bien été invités à ce « sommet du renouveau », **Andry Rajoelina, lui, ne l'a pas été.** Cette « exception malgache » est due à la vigoureuse opposition à son invitation exprimée par les pays de la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC) dont la majorité ne font pas partie du pré carré français et dont Madagascar est heureusement membre.

Le deuxième élément qui doit inciter à la prudence est la puissance des réseaux françafrique.

Là encore, nous citerons l'association « Survie » dont les longues années de recherche consacrées à l'étude de ces réseaux en font une source fiable.

> **« Tous ces réseaux se tissent avec une complicité entre la droite et la gauche de l'échiquier politique. Réactivés généralement à l'approche des élections, ils permettent - entre autres - le financement occulte de partis politiques. Tous les Présidents de la République et tous leurs Premiers Ministres depuis 1958 cultivent ou tolèrent ce système devenu chaotique, incontrôlable et criminel, aux caisses noires gigantesques. L'opposition gauche/droite est largement dépassée. Presque toutes les personnalités de ces partis « de gouvernement » - c'est-à-dire les partis de droite et le PS - sont pris dans l'engrenage françafricain. »**

Le démantèlement de ces réseaux représentera une tâche gigantesque assimilable à la lutte contre la mafia.

Afin de leur permettre d'exercer leur fonction de contrôle, il faudra notamment **que les parlementaires français soient mieux informés des activités des différents services secrets, civils et militaires,** qui sont utilisés dans ces réseaux par les politiciens et les hommes d'affaires. Il faudra aux gouvernants français **une volonté et une éthique politique hors du commun pour mettre fin au financement occulte des partis habitués à cette manne venue d'Afrique.**

Nicolas Sarkozy sera-t-il le président français qui rompra avec les pratiques du passé ? Il faut le souhaiter pour un renouveau effectif du partenariat France-Afrique.

Le troisième élément pouvant mettre à mal les belles intentions est, à l'évidence, la recherche de profits économiques.

Le président Sarkozy a formulé à demi-mot lors de l'ouverture du sommet, que la France n'entendait pas être en reste par rapport à la présence économique renforcée des Etats-Unis et de la Chine en Afrique.

Le nombre élevé de chefs d'entreprise, présents pour la première fois à un tel sommet, atteste de la place encore plus prépondérante que le président français entend donner à l'économie dans les relations de la France avec l'Afrique. **Et bien sûr, personne n'est dupe quand il donne pour seule raison de l'intérêt que porte la France aux évènements de Madagascar le fait que ce pays soit « le plus proche voisin » de la France dans ce « bassin francophone » de l'Océan Indien.**

Et quoi qu'en dise l'ambassadeur de France dans la Grande Ile, **rien d'autre que la protection d'intérêts économiques actuels mais surtout futurs, ne peut expliquer le véritable acharnement dont son gouvernement a fait preuve jusqu'ici pour empêcher que Marc Ravalomanana puisse se représenter aux futures élections, au profit d'autres candidats jugés plus malléables.** Ce qui est en contradiction avec les grands principes démocratiques proclamés à Nice.

Pour l'heure, il est permis de dire d'abord que le sommet de Nice a dévoilé une nouvelle stratégie française en Afrique, celle de sortir de son pré carré habituel et de renforcer ses liens avec l'Afrique anglophone. Et que la réaffirmation de l'attachement de la France aux valeurs démocratiques est un signal positif pour l'Afrique.
La fidélité à cette stratégie et à cette réaffirmation sera jugée, pour commencer, à l'aune des actions françaises en vue de la sortie de crise de Madagascar, dont le président Zuma a souligné le caractère prioritaire pour l'Union Africaine et la SADC.

Flash sur les droits de l'homme

Suspension immédiate de l'exécution de l'ordonnance n°67 d 14 avril2010 « pour des raisons d'ordre public ». C'est la consigne donnée par Christine RAZANAMAHASOA au Procureur Général de la Cour d'Appel d'Antananarivo et que ce dernier s'est empressé de transmettre aux huissiers supposés l'exécuter. Pourquoi la ministre de la Justice s'est-elle sentie obligée d'intervenir elle-même pour suspendre une vulgaire ordonnance ?
Tout simplement parce que cette dernière aurait amené la restitution des biens de marc Ravalomanana dans l'une des affaires qui opposent la société TIKO à l'Etat. Un argument de plus pour ceux qui, comme le Syndicat des Magistrats de Madagascar, pensent que pour « sa » coupe du monde, Andry Rajoelina a déjà les arbitres dans sa poche…

Les Inconditionnels de Madagascar
À l'Ile de la Réunion